

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 16/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CHANEL PARFUMS BEAUTE (EX BOURJOIS)**

ZI n°4 - Rue du Bois Barbier  
BP 90330  
60880 Le Meux

Références : IC-R/121/25-NEC/SF  
Code AIOT : 0005101336

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2025 dans l'établissement CHANEL PARFUMS BEAUTE (EX BOURJOIS) implanté ZI n°4 - Rue du Bois Barbier BP 90330 60880 Le Meux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **PFAS et émulseurs :**

Les PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) sont une classe de composés chimiques synthétiques comprenant des milliers de substances. Ces produits chimiques sont utilisés depuis les années 1950 en raison de leurs propriétés uniques. Aujourd'hui, l'utilisation de ces produits soulève de nombreuses questions quant à l'impact sur l'environnement et la santé. Ils sont de plus en plus restreints voire même interdits dans de nombreux pays. La suppression des PFAS dans les émulseurs utilisés pour la lutte contre les incendies est une priorité croissante en raison de la toxicité et de la persistance de ces substances. Plusieurs solutions existent ou sont en cours de développement

pour répondre aux besoins des pompiers et des industries tout en respectant les réglementations environnementales.

#### Premiers prélèvements environnementaux :

Suite à un incendie, le 26/09/2019, sur les sites de Lubrizol et Normandie Logistique induisant un développement rapide de l'incendie sur une surface importante (plus de 3 ha) et des difficultés dans la gestion de crise, la réglementation (arrêté du 26 mai 2014 et avis du 1er décembre 2022) prévoit désormais les obligations suivantes :

- établir la liste des types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.), pour les entrepôts soumis à autorisation et les établissements Seveso ;
- faire figurer dans le plan d'opération interne (POI) pour les établissements Seveso, ou le plan de défense incendie (PDI) pour les entrepôts soumis à autorisation, les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès le permettent, y compris les moyens matériels et humains et les méthodes de prélèvement et d'analyses adaptées aux substances à rechercher. Ces éléments sont à intégrer lors de l'élaboration ou de la mise à jour de ces plans.

- Pourquoi : établir la signature chimique de l'incendie, ceci afin de confirmer la pertinence des dispositions prises pour protéger les personnes et d'informer la population de façon factuelle sur l'évènement en cours.
- Quand : en cas d'incendie important, c'est à dire en cas d'incendie résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation, de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés au L. 511-1 du Code de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHANEL PARFUMS BEAUTE (EX BOURJOIS)
- ZI n°4 - Rue du Bois Barbier BP 90330 60880 Le Meux
- Code AIOT : 0005101336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société CHANEL Parfums Beauté est spécialisée dans les activités de fabrication de parfums et de produits cosmétiques. Elle dispose d'un site logistique implanté sur la commune de Le Meux (60) par lequel transit l'intégralité des parfums et produits cosmétiques de la société. Il permet notamment d'entreposer et de distribuer les produits provenant des sites de fabrication de Compiègne et Chamant.

Le site de Le Meux est autorisé à exploiter ses installations conformément à l'arrêté préfectoral du 10 février 1993, complété par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires.

Le site de Le Meux est notamment :

- classé à autorisation au titre de la rubrique 4511 (produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2) de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;
- classé Seveso Seuil-Bas par dépassement direct du seuil de cette même rubrique ;
- classé à enregistrement au titre des rubriques 4331 (liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330) et 1510 (entrepôts couverts : installations pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustible en quantité supérieure à 500 tonnes).

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- AR - 4
- Sécurité/sûreté

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôture	AP Complémentaire du 29/07/2022, article 8.1.3	Sans objet
2	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
3	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
4	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
5	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
6	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 20/06/2019, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
7	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
8	Mise à jour du PDI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Sans objet
9	Réalisation d'exercice PDI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Sans objet
11	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Sans objet
12	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Sans objet
13	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 1.2.1	Sans objet
14	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
15	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la thématique Émulseurs et PFAS :

Le site CHANEL de Le Meux utilise deux émulseurs :

- L'AUXQUIMIA POLYFOAM 3/6S qui est hautement biodégradable et fabriqué à partir de composés fluorés C6 conformes au « Programme de gestion du PFOA 2010/2015 de l'EPA ». Conformément au règlement 2024/2462 de la commission européenne du 19 septembre 2024 concernant les PFOA de type "C6", les extincteurs portatifs, les extincteurs sur roues, et les systèmes d'extinction fixes à émissions contenues peuvent être entretenus sine die avec l'émulseur Polyfoam 3/6S.

- L'émulseur SFPM 3/3.

Pour ce dernier, la FDS ne fait rien ressortir concernant la présence de PFAS mais le fournisseur confirme bien la présence de certains PFAS notamment celle :

- du 4:2 FTS qui est également connu sous le nom de 1H,1H,2H,2H-PerFluoroHexanesulfonic Acid ;
- du 6:2 FTS qui est lui connu sous le nom 1h,1h,2h,2h-PerFluoroOctanesulfonic Acid.

Ce produit est conforme au règlement UE 2020/784 du 8 avril 2020 qui prévoit, d'ici 2025, l'interdiction totale de fabriquer, détenir ou utiliser des émulseurs dont le taux de composés fluorés (appelés PFAS) à chaîne carbonée longue (PFOA – acide perfluorooctanoïque, également connu sous le nom de C8) est supérieur à 25 ppb.

Suite aux constats de la visite d'inspection, l'exploitant va procéder au changement de ces émulseurs actuels pour des émulseurs non fluorés (FFF) : LITRE UNIPOL FF 3/6 SF – AR. C'est un émulseur formulé à partir d'une combinaison spéciale de tensioactifs hydrocarbonés et de polymères pseudoplastiques,

Il lui est demandé de transmettre à l'Inspection des installations classées un plan de substitution (dénomination des produits, quantités, exutoire et échéances...).

Sur la thématique PPE :

La société CHANEL a engagé une réflexion sur les premiers prélèvements environnementaux (PPE) ; les dispositions figurant dans le POI/PDI répondent aux exigences réglementaires (cf. arrêté du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement, ou arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Clôture

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/07/2022, article 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Sûreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, mesurée à partir du sol côté extérieur, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.  L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement.
<b>Constats :</b>  Un remplacement de la clôture côté bord de l'Oise du site a été effectué. La hauteur de la clôture est de 2;5 m. Elle est conforme au règlement d'urbanisme de la zone UE précisant que pour des cas particuliers, à savoir les clôtures bordant les terrains recevant des installations classées pour la protection de l'environnement, la hauteur de ces dernières peut être portée à 2,5 m de hauteur finie. Cette clôture est équipée de barbelés.  <u>Mesures de prise en compte du PPRI :</u> Les clôtures situées le long du chemin de halage sont implantées en partie basse d'un merlon d'une hauteur moyenne de 2 m, se trouvant sur la parcelle de Chanel.

N° 2 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants :

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.

**Constats :**

L'exploitant utilisait jusqu'en 2018 de l'ARTIC FOAM.

Aujourd'hui, il utilise deux types d'émulseur anti-incendie :

- du POLYFOAM 3/6S pour l'émulseur et les RIA ;

Par courrier du 24/04/2025, la société AUXQUIMIA S.A.U (qui est le fabricant des émulseurs fluorés pour lutte contre l'incendie Polyfoam™, Aquafilm™ et Solberg Arctic™ (aussi appelés les « Mélanges ») certifie que "AUXQUIMIA n'utilise pas de PFOS ou ses sels comme additifs dans ses formulations pour les mélanges. De plus, les mélanges ne comprennent pas de matières premières contenant du SPFO ajouté intentionnellement ou de substances qui peuvent se dégrader en SPFO. Les mélanges sont conformes aux recommandations formulées concernant le PFOS dans le règlement (UE) 2019/1021 de la Commission relatif aux polluants organiques persistants".

- du SFPM 3/3 pour le sprinklage

Si la FDS ne fait rien ressortir concernant la présence de PFAS, le fournisseur Eau et Feu confirme bien - dans un courriel du 22/04/2005 relatif aux résultats d'analyse de PFAS de SFPM 3/3 qui ont été réalisées sur un échantillon de 2017 - la présence de PERFLUOROOCTANESULFONIC ACID - PFOS (n° CAS : 1763-23-1) mais avec un niveau dans le produit inférieur à 20 g/kg :  
- en PFOS, le seuil de la grille est de 0,025 mg/kg (0,025 ppm ou 25 g/kg) et l'analyse ressort avec moins de 20 g/kg.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

**Article 3**

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]

**Article 4**

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

**Annexe I**

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

**Constats :**

CHANEL Le Meux utilise deux types d'émulseur anti-incendie :

- du POLYFOAM 3/6S pour l'émulseur et les RIA ;

Par courrier du 24/04/2025, la société AUXQUIMIA S.A.U certifie que "la teneur en acide



perfluorohexane sulfonique (PFHxS), en ses sels et en composés apparentés au PFHxS est conforme au règlement (UE) 2023/1608. Pour faire cette déclaration, AUXQUIMIA s'appuie sur les informations fournies par ses fournisseurs de matières premières et sur les analyses de laboratoire indépendantes effectuées sur les mélanges".

- du SFPM 3/3 pour le sprinklage.

Le fabricant de l'émulseur a transmis, par courriel du 22/04/2025, les résultats d'analyse de PFAS de SFPM 3/3 qui ont été réalisées sur un échantillon de 2017. Ils confirment la présence de PERFLUOROHEXANESULFONIC ACID - PFHXS (n° CAS : 355-46-4) mais avec un niveau dans le produit inférieur à 20 g/kg.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

##### **Prescription contrôlée :**

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes :

a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation ;

b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus ;

c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ;

d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

## Constats :

CHANEL Le Meux utilise deux types d'émulseur anti-incendie :

- du POLYFOAM 3/6S pour l'émulseur et les RIA ;

Par courrier du 24/04/2025, la société AUXQUIMIA S.A.U certifie que "AUXQUIMIA n'utilise pas de PFOA comme additif dans ses formulations pour les mélanges. Les analyses effectuées sur les mélanges par des laboratoires externes dans le cadre des contrôles internes réguliers de l'entreprise ont signalé la conformité avec le règlement (UE) 2020/784 de la Commission qui modifie le règlement UE 2019/1021".

- du SFPM 3/3 pour le sprinklage.

Le fabricant de l'émulseur a transmis les résultats d'analyse de PFAS de SFPM 3/3 qui a été réalisé sur un échantillon de 2017. Ils confirment la présence de PERFLUOROOCTANOIC ACID - PFOA (n° CAS : 335-67-1) mais avec un niveau dans le produit inférieur à 20 g/kg :

- pour le pre-TOPA (\*) le seuil de la grille est de 0,025 mg/kg (0,025 ppm ou 25 g/kg) et l'analyse ressort avec moins de 20 g/kg. (A noter que cette valeur est la limite basse visée pour s'aligner sur le PFOA) :

- pour le post-TOPA (\*\*) le seuil de la grille est de 1 mg/kg (\*\*\*) et l'analyse ressort 37 g/kg.

\*: Le résultat en pre-TOPA montre le niveau de PFAS dans le produit.

\*\* : Le résultat en post-TOPA montre le niveau de PFAS et les substances apparentées au PFAS.

\*\*\* : cf. considérant n°7 du Règlement délégué (UE) 2020/784 de la Commission du 8 avril 2020 modifiant l'annexe I du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil aux fins d'y inscrire l'acide perfluorooctanoïque (PFOA), ses sels et les composés apparentés au PFOA

Type de suites proposées : Sans suite

## N° 5 : Notification des stocks de PFOA

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

### Prescription contrôlée :

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la

nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) n° 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.
<b>Constats :</b>  Sans objet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans : a) une autre substance, en tant que constituant ; b) un mélange ; c) un article ; sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppm pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppm pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.  5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes : - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation ; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus ; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ;
<b>Constats :</b>  Les analyses transmises par le fournisseur Eau et Feu pour l'émulseur SFPM 3/3 donnent des résultats suivants : PFNA < 0,02 ppm, PFDA, PFUnDA, PFDoDA, PFTrCA < 0,1 ppm et PFTeDA < 10 ppm. Cela est cohérent avec une somme des PFCA inférieure à 25 ppm.

Par courrier du 24/04/2025, la société AUXQUIMIA S.A.U confirme que "ses mélanges ne contiennent pas de tensioactifs fluorocarbonés à longue chaîne (C9—C14), conformément au règlement UE 2021/1297 de la Commission".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans :</p> <p>a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues ;</p> <p>b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.</p> <p>5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Pour le PFHxA, les limites sont de 25 ppb et de 1000 ppb pour les substances apparentées. L'analyse Eau et Feu du SFPM 33 donne moins de 20 ppb pour le PFHxA et 370 000 ppb. On dépassera donc pour les substances apparentées à partir du 10/04/2026.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Mise à jour du PDI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>23. Plan de défense incendie</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p>

<p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>[...]</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p> <p>[...]</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site de Le Meux dispose d'un POI. Ce dernier contient une partie PDI (partie 2.2.5).</p> <p>La dernière version date de septembre 2021.</p> <p>Il est en cours de révision, une notice de réexamen de l'étude de danger du site devant être remise en avril 2025 et une stratégie de premiers prélèvements environnementaux ayant été établie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Réalisation d'exercice PDI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier exercice a été réalisé en septembre 2024.</p> <p>Le prochain est prévu en avril 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu PDI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :  - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;  [...]  Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b>  Le site Chanel de Le Meux a fait réaliser une étude par le bureau d'études TAW relatifs aux premiers prélèvements environnementaux (PPE) (cf. étude Taw du 07/10/2024).  Les principaux types de produits de décomposition ont été identifiés par zones (unités B30, B40, B60/61, B60E, B65 et auvent extérieur) : <ul style="list-style-type: none"><li>- Monoxyde de carbone (CO)</li><li>- Dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>)</li><li>- Halogénures d'hydrogène : HBr, HF, HCl</li><li>- Dérivés soufrés tels que le SO<sub>2</sub></li><li>- Cyanure d'hydrogène (HCN)</li><li>- Oxydes d'azote tels que NO<sub>x</sub>, NO<sub>2</sub></li><li>- Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP)</li><li>- Composés Organiques Volatils (COV) incluant les BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylène)</li><li>- Dioxines, Furanes et PCB (Biphénylespolychlorés)</li><li>- Aldéhydes tels que formaldéhyde, acroléine, furfural</li><li>- Métaux (cadmium, nickel, mercure, plomb, lithium...)</li><li>- Poussières</li><li>- Amiante si présente.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Stratégie de prélèvement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu PDI

**Prescription contrôlée :**

Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ces dispositions sont applicables depuis le 1er janvier 2022.

**Constats :**

Les voies de transfert et les cibles ont été identifiées et cartographiées.

La stratégie de prélèvements a été définie, elle prend en compte la rose des vents.

Un schéma conceptuel d'exposition a été établi.

La localisation des points de prélèvement a été cartographiée.

Des fiches de prélèvement / fiches réflexe ont été rédigées :

- coordonnées GPS du point de prélèvement,
- sens et force du vent,
- support de prélèvement ou appareil de mesure / paramètre.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Personnels compétents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu PDI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une fiche "accompagnement du préleveur des PPE dans le cadre d'un POI" a été élaborée.</p> <p>Les prélèvements seront réalisés par la société TAW.</p> <p>Un contrat a été établi entre Chanel et TAW, et présenté à l'Inspection.</p> <p>Différents laboratoires ont été identifiés pour l'analyse des prélèvements : Eurofins, Tera.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Liste des produits de décomposition**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<b>Prescription contrôlée :</b>  1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers  Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.
<b>Constats :</b>  La dernière étude de danger du site date du 20 mars 2019. Elle ne comporte donc pas de liste des produits de décomposition.  Par courriel du 22/04/2025, la société CHANEL a transmis pour son site de Le Meux une notice de réexamen qui répond à la prescription susvisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Mise à jour du POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 26/05/2014 Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »
<b>Constats :</b>  Le site de Le Meux dispose d'un POI.  Des exercices sont réalisés annuellement.

<p>Le POI va être modifié prochainement et intégrera un établissement du protocole et de l'astreinte humaine et matérielle pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux (PPE) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- définition des moyens de prélèvements à mettre en œuvre par rapport aux milieux identifiés,</li> <li>- établissement étape par étape du protocole de prélèvements,</li> <li>- description de l'astreinte humaine et matérielle,</li> <li>- formation et recensement du personnel d'astreinte,</li> <li>- évaluation de l'astreinte et du protocole lors des tests POI/exercice de défense incendie et mise à jour si nécessaire.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant la nouvelle version de son POI/PDI dès que la mise à jour intégrant les PPE aura été faite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Réalisation d'exercice POI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 26/05/2014 Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier exercice POI date de septembre 2024. Le prochain est prévu en avril 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>